



Université de Bretagne Occidentale

Université de Bretagne
Occidentale
Service de la commande publique

**ACCORD-CADRE
DE FOURNITURES**

Accord-cadre relatif à la refonte des réseaux informatiques de l'UBO 2025-2029

**Accord-cadre et Cahier des clauses communes
aux marchés subséquents**










Consultation n°

2025 - 007 ACM

SOMMAIRE

PARTIE 1. STIPULATIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	3
1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	3
4. CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE	3
PARTIE 2. STIPULATIONS COMMUNES AUX MARCHES SUBSÉQUENTS	6
1. DÉFINITIONS	6
2. OBJET DU MARCHÉ SUBSÉQUENT	6
3. INTERVENANTS	6
4. DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
8. LITIGE ET SANCTIONS	11
9. FIN DU MARCHÉ SUBSÉQUENT	12

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Accord-cadre relatif à la refonte des réseaux informatiques de l'UBO 2025-2029
	Acheteur	Université de Bretagne Occidentale
	Type de contrat	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum de 1 200 000 € HT multi-attributaires de fournitures
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	L'ensemble de sites de l'UBO et de l'INSPE Rennes
	Durée	48 Mois
	Pénalités de retard	100 € HT par jour de retard
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

PARTIE 1. STIPULATIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Accord-cadre relatif à la refonte des réseaux informatiques de l'UBO 2025-2029.

Il a pour objectif de sélectionner les candidats qui pourront fournir des équipements d'infrastructure réseau et des prestations de service pour rénover et faire évoluer l'infrastructure réseau de l'Université de Bretagne Occidentale.

L'Université de Bretagne Occidentale (UBO), est une Université pluridisciplinaire, implantée sur 5 sites géographiques, 3 campus Brestois auxquels s'ajoutent les sites délocalisés de Morlaix et Quimper. L'université est équipée de deux salles type datacenter sur le campus du Bouguen (Faculté de Sciences et Techniques).

Les opérations pourront être réalisés sur les différents sites de l'UBO sur Brest, Plouzané, Quimper et Morlaix ainsi que sur les différents sites de l'INSPE de Bretagne sur Brest, Rennes, Quimper, Saint-Brieuc, Vannes et Lorient.

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Université de Bretagne Occidentale**, représenté par Pascal OLIVARD, Président de l'Université de Bretagne Occidentale.

2. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **marchés subséquents sans minimum et avec maximum** - montant maximum 1 200 000,00 € HT.

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

■ Multi-attribution :

Le contrat est attribué à plusieurs fournisseurs dans les conditions suivantes : 3 co-attributaires seront sélectionnés au stade de l'accord-cadre (sous réserve d'un nombre suffisante de candidats et d'offres recevables).

3. SÉLECTION DES CO-ATTRIBUTAIRES

Le choix des co-attributaires de cet accord sera effectué sur la base d'une évaluation rigoureuse et structurée, prenant en compte plusieurs critères essentiels qui reflètent la capacité des candidats à répondre aux exigences de l'UBO en matière de refonte des réseaux informatiques. Les critères de sélection sont les suivants :

■ **Présentation de la société (10%) :**

Les candidats devront fournir une présentation détaillée de leur entreprise, incluant :

- L'historique et l'expérience dans le domaine des réseaux informatiques,
- La taille de l'entreprise et sa structure organisationnelle,
- Les références de projets similaires réalisés, notamment dans le secteur de l'éducation ou des institutions publiques.

■ **Capacité de support et de maintenance (10%) :**

Les co-attributaires devront démontrer leur capacité à fournir un support technique et une maintenance de qualité. Cela inclut :

- La description des niveaux de service proposés (SLA),
- Les délais d'intervention et de réponse en cas de problème,
- La disponibilité d'une assistance technique 24/7, le cas échéant.

■ **Expertise dans les domaines réseaux (10%) :**

Les co-attributaires devront démontrer leur expertise dans les domaines LAN, WAN, Wi-Fi et Sécurité. Pour ce faire, leur réponse devra comporter les éléments suivants :

- Les certifications de fabricants reconnus dans le domaine des réseaux (Cisco, Juniper, Arista, HP, etc.) et de la sécurité (Fortinet, Palo Alto, CheckPoint etc.),
- Les niveaux de certification (partenaire, expert, etc.),
- Des CVs d'experts susceptibles d'intervenir sur les projets d'infrastructure,
- La formation continue et le développement professionnel des équipes techniques.

■ Réponse technique au CCTP fictif (40%) :

La réponse technique au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) fictif sera un élément déterminant dans le choix des co-attributaires. Les candidats devront :

- Fournir une analyse détaillée des exigences du CCTP,
- Proposer des solutions adaptées aux besoins spécifiques de l'UBO,
- Démontrer leur compréhension des enjeux techniques et organisationnels liés à la refonte des réseaux,
- Illustrer leur réponse par des exemples concrets de mise en œuvre de solutions similaires.

■ Réponse financière au CCTP fictif (30%) :

La réponse financière au CCTP fictif devra être détaillé et décomposé en différents items notamment :

- Matériel : Coûts des équipements nécessaires,
- Licences : Tarification des logiciels et licences associés,
- Prestations : Coûts des services de mise en œuvre, de transfert de compétence et de maintenance/support,

Chaque candidat sera évalué sur l'ensemble de ces critères, permettant ainsi à l'UBO de sélectionner les co-attributaires les plus qualifiés et adaptés pour mener à bien la refonte de ses réseaux informatiques dans les meilleures conditions.

4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Le contrat est conclu pour une durée de **48 Mois** à compter de la notification du contrat.

5. CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

■ Critères d'attribution des marchés subséquents :

Les offres remises pour les marchés subséquents sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Prix (30 %)	Prix global et forfaitaire
2. Réponse technique (50 %)	L'organisation technique globale de la prestation et accompagnement sur la mise en œuvre du projet
3. Équipe dédiée à la prestation (15 %)	Présentation de l'équipe dédiée à la prestation

■ Délais d'exécution des marchés subséquents :

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser un délai de plus de 3 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

Le délai maximal d'exécution des prestations est prévu par chaque marché subséquent.

Sauf mention contraire dans la lettre de consultation, le titulaire a la faculté de proposer un délai d'exécution plus court que celui de la période de référence.

■ Modalité de remise en concurrence des marchés subséquents :

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après une remise en concurrence organisée entre tous les titulaires.

Dans le cadre de cette mise en concurrence, les échanges entre le pouvoir adjudicateur et les co-attributaires se feront par l'intermédiaire de l'adresse courriel renseignée par chaque candidat à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

La demande adressée aux co-attributaires comportera les éléments suivants :

- La lettre de consultation
- Le marché subséquent
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché subséquent

En l'absence de dispositions particulières des marchés subséquents passés en exécution du présent accord-cadre concernant le délai de réponse, **les co-attributaires devront répondre obligatoirement à la demande du pouvoir adjudicateur dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires** à compter de la date de l'émission de la demande par celui-ci.

En cas de retard, l'offre du candidat sera rejetée.

Les variantes à l'initiative du candidat sont interdites.

Si une variante ou une prestation supplémentaire éventuelle à chiffrer obligatoirement est prévue par l'acheteur, cela est mentionné dans le marché subséquent.

Les devis établis devront être fournis sous format de fichier xls (Microsoft excel).

En l'absence de dispositions particulières des marchés subséquents relatives aux délais d'exécution, **le délai d'exécution est fixé à trois (4) mois à compter de la date de notification au titulaire par voie dématérialisée.**

■ Pièces contractuelles :

L'accord-cadre est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- le présent contrat ;
- les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) des marchés subséquents et leurs annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de

fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;

- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- les offres techniques et financières des titulaires pour les marchés subséquents.

■ **Présentation des offres des marchés subséquents :**

L'acheteur organise la présentation des offres des marchés subséquents en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres.

Ces offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de la consultation propres au marché subséquent. Elles sont transmises par tout moyen permettant de déterminer la date et l'heure de réception. Leur contenu doit rester confidentiel jusqu'à l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres.

Chaque offre est datée et signée par une personne habilitée pour représenter le titulaire.

Les parties ne peuvent pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés subséquents.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si la documentation est rédigée dans une autre langue, elle doit s'accompagner d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro fiscal.

■ **Résiliation de l'accord-cadre :**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements demandés lors de la consultation.

■ **Résiliation à l'égard d'un titulaire :**

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, l'accord-cadre à l'égard d'un titulaire, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations :

- à plusieurs reprises en matière d'offres pour les marchés subséquents ;
- par une exécution défailante d'un ou plusieurs marchés subséquents, tel est notamment le cas lorsque la durée du retard d'exécution d'un marché subséquent excède cinq (5) mois à compter de la date limite d'exécution fixée par celui-ci.

PARTIE 2. STIPULATIONS COMMUNES AUX MARCHES SUBSÉQUENTS

1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat objet de la présente partie est un marché subséquent passé au titre d'un accord-cadre. Il s'agit des clauses administratives communes à tous les marchés subséquents. Les pièces spécifiques des marchés subséquents peuvent compléter ces stipulations communes. Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021.
Acheteur	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

L'acheteur fixe dans les documents particuliers l'objet spécifique à chaque marché subséquent.

Le lieu d'exécution des prestations est **l'ensemble de sites de l'UBO et de l'INSPE Rennes**.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Le présent accord-cadre ;
- Le marché subséquent ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

3. INTERVENANTS

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Université de Bretagne Occidentale**, représenté par Pascal OLIVARD Président de l'Université de Bretagne Occidentale.

Adresse et coordonnées :

Présidence de l'UBO
3, rue Matthieu GALLOU
Brest Cedex 3
29238 CS93837
Téléphone : 02 98 01 60 11
Courriel : daj.commandepublique@univ-brest.fr
Site internet : <https://www.univ-brest.fr/>

4. DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le délai est fixé par l'acheteur dans les documents particuliers du marché subséquent.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **Offres promotionnelles :**

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant du marché subséquent, est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 30%.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

■ **Modalités de remboursement avance :**

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ **Adresse de remise des demandes de paiement :**

Direction des Affaires Financières
Présidence de l'UBO
3, rue Matthieu GALLOU
Brest cedex 3
29238 CS93837
Modalités de facturation : via CHORUS PRO

■ **Comptable assignataire des paiements :**

M. l'Agent comptable de l'Université de Bretagne Occidentale
Présidence de l'UBO - Agence comptable
3, rue Matthieu GALLOU
Brest cedex 3
29238 CS 93837

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Documentation :**

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant.

Si la documentation est rédigée dans une autre langue, elle doit s'accompagner d'une traduction en français.

Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

■ **Transport :**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

6.2. Vérification des prestations

■ **Opérations de vérifications des prestations :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Le délai de vérification est fixé à 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : Michel VILLENEUVE, Arnaud MOULARD.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ Sous-traitance :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

En cas de non-respect des prescriptions du contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100,00 € HT par jour de retard.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Résiliation pour faute :**

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
Rennes cedex
35044 CS44416

Téléphone : 02 23 21 28 28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Télécopie : 02 99 63 56 84
Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr

9. FIN DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Le titulaire peut être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 1 mois pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.